



Flash Infos n° 14-01

12 octobre 2014

Syndicat de l'Encadrement de la Jeunesse et des sports

Rendez-vous sur son site : <http://www.sejs.org>

De l'entrée du ministre et des sorties du SNAPS !

Attention, certains vous trompent !

Les responsables nationaux du Syndicat National des Activités Physiques et Sportives (SNAPS) ont diffusé un communiqué (Flash Infos n° 14-08 du 7 octobre 2014, accessible sur son site), suite à l'entretien entre M. Patrick KANNER, ministre de la Ville, de la Jeunesse et des Sports, et les organisations syndicales représentatives des secteurs "Jeunesse et Sports" (J&S), le 7 octobre 2014.

Le SEJS n'adhère pas au "compte rendu" qu'ils ont fait de cette réunion, à laquelle il a participé ; il diffusera prochainement le sien (il était en congrès annuel à TOULOUSE, du 9 au 11 octobre, et en a déjà fait un compte rendu oral à ses membres).

Les responsables nationaux du SNAPS ont le droit de penser, d'écrire et de revendiquer ce qu'ils veulent, y compris, le cas échéant, n'importe quoi ... même si cela ne semble pas correspondre aux intérêts objectifs des personnels qu'ils sont censés défendre.

Mais ils n'ont pas le droit d'écrire des inexactitudes, surtout quand elles engagent, sans son consentement, le SEJS (cf. la note de bas de page n° 2 de leur Flash Infos). En l'occurrence le SEJS, qui est toujours membre de l'UNSA-éducation (n'en déplaît au SNAPS ...), n'a pas décidé de boycotter l'instance de dialogue social laborieusement mise en place, dite ITC (instance transitoire de concertation), organisée le 10 octobre, mais au contraire d'y participer (ce qu'il a fait, et il expliquera pourquoi).

Ce n'est pas la première fois que le SNAPS oublie délibérément les positions du SEJS quand il parle de l'interfédérale et de l'UNSA-éducation ...

Il semble même tenir la plume de cette interfédérale J&S, puisqu'on retrouve dans son communiqué de presse du 10 octobre le même amalgame mensonger, à moins que ce ne soit la coordination fédérale qui continue encore à être gravement défailante ...

Cette situation conflictuelle interne a largement été évoquée au congrès du SEJS de TOULOUSE, en présence du Secrétaire Général de l'UNSA-éducation. Elle fait l'objet d'une motion importante qui y a été adoptée (accessible sur son site).